

**UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE  
(UDAF 13)**

143 AVENUE DES CHUTES LAVIE  
13013 MARSEILLE

SIREN : 782 886 386

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2025

*Présenté à l'Assemblée Générale du 10 juin 2026*

*Ce rapport contient 25 pages*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS****UDAF 13**  
Exercice clos le 31/12/2025

Aux membres de l'Assemblée Générale,

**1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF 13 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**2. Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons réalisé notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **3. Observations**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la partie « changement de méthode » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

### **4. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **5. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 mai 2026.

## 7. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Conformément aux dispositions de l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille,

**FICOREC AUDIT**

Commissaire aux comptes

Représenté par

**Caroline COSTA**

Associée

Signé par Caroline Costa  
Le 9 juin 2026

Signed with  doc\_o3P  
tx\_APdPkM35dyIX

**COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31/12/2025**

---

## **ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **UDAF 13**

Exercice clos le 31/12/2025

<b>Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes</b>
---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques...	183 987	183 987				
	Autres immobilisations incorporelles						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	4 112	2 100	2 012	2 599	587	22.60
	Installations techniques Matériel et outillage	1 242 385	1 211 352	31 033	19 199	11 834	61.64
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations corporelles en cours						
ACTIF CIRCULANT	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	695 482		695 482	693 865	1 617	0.23
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	115 885		115 885	101 122	14 763	14.60
	Autres	12 892		12 892	12 418	474	3.82
	Total I	2 254 742	1 397 439	857 303	829 203	28 100	3.39
	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	171 204	7 027	164 177	93 268	70 909	76.03
	Créances reçues par legs ou donations Autres créances	290 456		290 456	922 067	631 612	68.50
	Charges constatées d'avance	104 478		104 478	99 263	5 215	5.25
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie	250 000		250 000	800 000	550 000	68.75
	Disponibilités	2 580 467		2 580 467	1 400 788	1 179 679	84.22
	Total II	3 396 605	7 027	3 389 578	3 315 387	74 191	2.24
	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	5 651 347	1 404 466	4 246 881	4 144 590	102 292	2.47

(1) Dont à moins d'un an  
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025	12	Exercice N-1 31/12/2024	12	Ecart N / N-1	
		Euros				%	
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires		304 898		304 898		
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles		1 029 348		888 823	140 525	15.81
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres		165 269		247 809	82 540	33.31
	Report à nouveau						
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		40 283		57 985	17 702	30.53
	Situation nette (sous total)		1 539 798		1 499 515	40 283	2.69
	Fonds propres consommptibles						
	Subventions d'investissement				128 791	128 791	100.00
	Provisions réglementées						
	Total I		1 539 798		1 628 306	88 508	5.44
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés		237 114		246 348	9 234	3.75
	Total II		237 114		246 348	9 234	3.75
	Provisions pour risques		137 223		137 223		
DETTES (1)	Provisions pour charges		218 550		213 365	5 185	2.43
	Total III		355 773		350 589	5 185	1.48
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
DETTES (2)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		6 756		71 621	64 866	90.57
	Emprunts et dettes financières diverses		26 188		25 938	250	0.96
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		504 020		382 117	121 902	31.90
	Dettes des legs ou donations		60 429		9 592	50 837	529.99
	Dettes fiscales et sociales		1 202 084		1 175 468	26 616	2.26
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes		314 720		234 100	80 620	34.44
	Produits constatés d'avance				20 510	20 510	100.00
	Total IV		2 114 196		1 919 347	194 849	10.15
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		4 246 881		4 144 590	102 292	2.47

(1) Dont à plus d'un an  
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

6 75671 621



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	8 973		5 357		3 616	67.50
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	1 076 677		995 127		81 550	8.19
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions	6 833 291		6 365 231		468 060	7.35
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	4 343		1 670		2 673	160.08
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	26 904		377 106		350 202	92.87
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés	9 234		18 500		9 266	50.09
Autres produits	27 850		58 410		30 559	52.32
Total I	7 987 273		7 821 401		165 872	2.12
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	1 511 392		1 473 810		37 581	2.55
Aides financières	72 910		48 091		24 819	51.61
Impôts, taxes et versements assimilés	542 618		576 961		34 343	5.95
Salaires	4 271 706		3 960 458		311 247	7.86
Cotisations sociales	1 653 908		1 763 377		109 469	6.21
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 612		20 942		4 330	20.68
Dotations aux provisions	32 089		27 798		4 290	15.43
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Autres charges	26 338		40 346		14 008	34.72
Total II	8 127 571		7 911 785		215 786	2.73
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	140 298		90 384		49 914	55.22

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	23 136		30 247		7 112	23.51
Autres intérêts et produits assimilés	71 284		124 627		53 343	42.80
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	94 420		154 874		60 454	39.03
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)	94 420		154 874		60 454	39.03
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	45 878		64 490		110 368	171.14
Produits exceptionnels	203 505		5		203 500	
Total V	203 505		5		203 500	
Charges exceptionnelles	117 344		6 511		110 833	
Total VI	117 344		6 511		110 834	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	86 161		6 506		92 666	
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	8 285 198		7 976 280		308 918	3.87
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	8 244 916		7 918 295		326 620	4.12
5. EXCEDENT OU DEFICIT	40 283		57 985		17 702	30.53

# **ANNEXES**

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.  
L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice 2025 avant affectation du résultat est de : 4 246 881 €.  
Le résultat net comptable présente un bénéfice de 40 283 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 mai 2026.

## **Règles et méthodes comptables**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux règles particulières applicables au secteur associatif telles que décrites dans le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, le plan comptable des établissements Sociaux et Médico-sociaux élaboré avec application de l'instruction M22 selon un arrêté du 23 décembre 2019 complété de l'arrêté du 20 décembre 2018.

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du Règlement ANC 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au plan comptable général et sa déclinaison en règlement ANC 2023-03 du 07 juillet 2023, applicable aux associations.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissement de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes et règlements obtenus.

Au titre de l'établissement des comptes 2025, et conformément à la demande des autorités de tutelles, les comptes administratifs et les comptes sociaux sont identiques.

## **Changement de méthode**

À compter du 1er janvier 2025, l'association applique les dispositions du règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 de l'autorité des Normes Comptables relatif au plan comptable général, homologué par arrêté du 26 décembre 2023. Ce règlement vient modifier le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 et les règlements successifs qui lui ont succédé ainsi que les règlements ANC 2018-06 et 2020-08 spécifiques aux organismes à but non lucratif évoqués ci-dessus.

L'application prospective de ce nouveau règlement constitue un changement de méthode comptable.

Les principales modifications de ce règlement concernent :

- La nouvelle définition du résultat exceptionnel,
- La suppression de la technique du transfert de charges,
- Les modifications du plan de comptes ainsi que des modèles de présentation des états financiers

Les dispositions de ce règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le résultat exceptionnel de l'exercice 2025 se constitue de 203k€ de produits exceptionnels et de 117k€ de charges exceptionnelles, résultant de corrections d'erreurs liées à l'apurement des soldes des exercices antérieurs.

## **Honoraires du commissaire aux comptes**

Pour 2025, une facture à recevoir a été constatée pour un montant de 12 360 €.

La lettre de mission du cabinet Ficorec indique des honoraires pour l'audit légal des comptes 2025 à hauteur de 11 000€ HT soit 13 200€ TTC.

## **Provisions pour Congés payés**

Une provision pour congés payés est comptabilisée pour un montant de : 535 193 € au 31/12/2025.

## **Engagements pour indemnités de départ à la retraite**

Les engagements de l'Association pour les indemnités de départ à la retraite de son personnel sont de 218 550 € au 31/12/2025.

L'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite a été évalué pour les personnes de plus de 57 ans (suivant les instructions de notre financeur principal) suivant la méthode d'évaluation actuarielle conformément aux recommandations de l'UNAF.

Les principales hypothèses de calcul sont :

- Taux d'actualisation (inflation) : 2%
- Taux de mortalité : grille assurance TV 99-01
- Taux de charges sociales pour départ volontaire à la retraite avant 65 ans : 57%
- Mise à la retraite à 65 ans avec amende de 50%
- 1/5 de mois de salaires par année de présence
- 2/15 au-delà de 10 ans.

L'âge légal de départ à la retraite a été mis à jour suite à la dernière réforme des retraites.

## Rémunération des trois personnes les mieux rémunérées (art20 de la loi du 23/05/2006)

Les trois salariés les mieux rémunérés ont perçu une rémunération brute au titre de l'exercice 2025 d'un montant de 169 988 €.

## Contributions volontaires (règlement ANC 2018-06)

Les contributions volontaires pour 2025 n'ont pas été valorisées faute de données. Conformément aux consignes de l'Unaf nous aurions comptabilisé les contributions en travail de nos bénévoles au tarif du Smic horaire avec des charges sociales évaluées à 50%.

## Engagement Hors bilan

L'UDAF gère pour le compte du service de protection des majeurs et au nom des personnes suivies, des comptes bancaires à hauteur de :

- Comptes individuels Majeurs Protégés : 27 858 412.60 €
- Comptes externes (hors assurance vie et titres) Majeurs Protégés : 96 463 347.39 €
- Comptes assurances vie et titres majeurs protégés : 50 949 453.74 €
- Comptes externes gérés au titre d'AGBF : 11 831 004.14 €

## Description de l'objet social de l'entité

L'Udaf des Bouches du Rhône est une association à but non lucratif créé en 1945 et reconnue d'utilité publique.

Le code de l'action sociale et des Familles confie à l'Udaf les 4 missions suivantes :

1. Donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
2. Représenter officiellement auprès des pouvoirs publics l'ensemble des familles et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils, assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la Région, le Département, la Commune ;
3. Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ;
4. Exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles.

## Description de la nature et du périmètre des activités et moyens mis en œuvre

L'Union Départementale des Associations Familiales des Bouches-du-Rhône (UDAF 13) est l'institution officielle de représentation des familles sur le territoire départemental. Reconnue par le Code de l'Action Sociale et des Familles, elle assure une double mission : **représenter et défendre les intérêts matériels et moraux des familles auprès des pouvoirs publics et gérer des services d'intérêt familial, social et médico-social au bénéfice des personnes et des familles les plus vulnérables.**

L'UDAF 13 intervient sur l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône à partir de son siège social situé à Marseille et de ses antennes territoriales implantées à Aix-en-Provence, Arles, Aubagne et Martigues. Cette présence de proximité est complétée par un réseau de permanences permettant d'assurer une couverture départementale au plus près des besoins des usagers et des partenaires. Plus de 240 bénévoles et 130 salariés concourent quotidiennement à la réalisation de ses missions.

Afin de répondre à l'évolution de ses activités et de renforcer la lisibilité de son organisation, l'UDAF 13 a structuré ses interventions autour de cinq grands pôles opérationnels.

### **Le Pôle institution : La représentation familiale et le soutien à la vie associative**

Mission fondatrice de l'institution, l'activité institutionnelle vise à porter la voix des familles dans les différentes instances publiques et à accompagner le développement du mouvement familial. L'UDAF fédère un réseau d'associations familiales auxquelles elle apporte appui, conseil, information et accompagnement dans leurs projets.

Elle anime également un réseau de plus de 210 représentants familiaux bénévoles qui siègent au sein des principales instances départementales et locales dans les domaines de l'action sociale, de la santé, du logement, de la consommation, de la protection de l'enfance ou encore de la protection sociale. À travers ces mandats, l'UDAF contribue à faire entendre les attentes et les préoccupations des familles auprès des décideurs publics.

### **Le Pôle Adulte**

Le Pôle Adulte regroupe l'ensemble des dispositifs dédiés à la protection et à l'accompagnement des personnes majeures vulnérables.

Son activité principale repose sur le Service des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs, qui exerce des mesures de sauvegarde de justice, curatelle et tutelle confiées par les juridictions. Les équipes accompagnent chaque année plus de 2 400 personnes protégées dans la gestion de leurs intérêts personnels, administratifs, patrimoniaux et financiers.

Le pôle comprend également la Plateforme d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux, qui accompagne les familles exerçant elles-mêmes une mesure de protection, un service de gestion des intérêts patrimoniaux des mineurs ainsi qu'une Plateforme Juridique et Patrimoniale chargée d'apporter une expertise sur les situations complexes présentant des enjeux financiers, successoraux ou immobiliers.

### **Le Pôle Enfance et Familles**

Le Pôle Enfance et Familles développe des actions destinées à soutenir les parents, prévenir les situations de vulnérabilité et accompagner les familles confrontées à des difficultés éducatives, relationnelles ou budgétaires.

Il comprend notamment le service d'Aide à la Gestion du Budget Familial (AGBF), mesure judiciaire de protection de l'enfance confiée à l'UDAF 13 par les magistrats du département, les dispositifs d'accompagnement budgétaire et de prévention du surendettement, dont le Point Conseil Budget labellisé par l'État, ainsi que les actions d'accompagnement vers et dans le logement.

Le pôle porte également le service de Parrainage de Proximité, qui favorise la création de liens durables entre des enfants et des bénévoles engagés, ainsi que le service de Médiation Familiale, agréé par la Caisse d'Allocations Familiales, qui accompagne les familles confrontées à des situations de rupture, de conflit ou de réorganisation familiale.

### **Le Pôle Habitat**

Le Pôle Habitat développe des solutions innovantes de logement accompagné destinées aux personnes en situation de handicap psychique ou de vulnérabilité sociale.

Il s'appuie sur les dispositifs Familles Gouvernantes, qui proposent des habitats partagés favorisant l'autonomie et l'inclusion sociale, les Habitats Accompagnés Partagés et Inclusifs (HAPI), développés dans le cadre de l'Habitat Inclusif soutenu par le Conseil Départemental, ainsi qu'une Résidence Accueil offrant des logements pérennes à des personnes stabilisées sur le plan médical mais nécessitant un accompagnement adapté dans leur vie quotidienne.

### **Le Pôle Administratif et financier**

Le Pôle Administratif et Financier constitue le garant de la solidité financière de l'UDAF 13, assurant la fiabilité et la transparence de la gestion comptable de l'association au service de ses bénéficiaires, partenaires et financeurs.

Ce pôle assure la gestion comptable et financière de l'ensemble des activités de l'UDAF 13 et de ses entités annexes, dont l'Association Familles Gouvernantes.

- **La comptabilité tutélaire** prend en charge la gestion d'environ 2 800 dossiers individuels, assurée par une équipe de neuf personnes, composée d'un responsable, de six agents comptables et de deux techniciennes dédiées à l'aide sociale et aux frais de gestion.  
Ce service travaille en étroite collaboration avec les autres Pôles de l'UDAF 13, notamment le service de la Protection Juridique des Majeurs et de l'Aide à la Gestion du Budget Familial.
- **La comptabilité générale**, pilotée par une équipe de 3 personnes, traduit en chiffres l'activité de l'association et garantit le respect des obligations comptables.

### **Sans oublier les services transversaux**

**Les Services Généraux** constituent la colonne vertébrale logistique et administrative de l'UDAF 13.

**Le service Ressources Humaines** constitue le moteur humain de l'UDAF 13, assurant le recrutement, le développement et l'accompagnement des 131 collaborateurs qui portent au quotidien les missions de l'association.

**Le service Informatique et qualité** assure des fonctions transversales indispensables au bon fonctionnement de l'UDAF 13 et à la qualité des accompagnements proposés aux usagers.



## Faits significatifs de l'exercice 2025

L'exercice 2025 s'inscrit dans un contexte de transformation et de consolidation des activités de l'UDAF des Bouches-du-Rhône. Il a été marqué par une activité soutenue sur l'ensemble des services, la poursuite de nombreux projets structurants et la célébration du 80ème anniversaire de l'institution.

### Une année symbolique : les 80 ans de l'UDAF

L'année 2025 a constitué un moment important dans l'histoire de l'association avec la célébration des 80 ans des Unions Départementales des Associations Familiales. Cet anniversaire a été l'occasion de valoriser le rôle historique joué par l'UDAF auprès des familles depuis 1945, de renforcer les liens avec les associations familiales adhérentes et de réaffirmer les valeurs qui fondent son action au service de l'intérêt familial.

Cette commémoration a également permis de mettre en lumière l'évolution des missions exercées par l'institution et sa capacité d'adaptation aux besoins des familles et des personnes vulnérables dans un environnement social en constante évolution.

### Une activité soutenue sur l'ensemble des pôles

L'année 2025 confirme la dynamique de développement de plusieurs activités de l'association.

Le service d'Aide à la Gestion du Budget Familial a poursuivi sa progression avec 423 mesures exercées au 31 décembre 2025 contre 394 un an auparavant, soit une augmentation de près de 7 %. Au total, 509 familles ont été accompagnées au cours de l'exercice, représentant près de 1 440 enfants concernés par les interventions du service. Cette progression témoigne de la confiance renouvelée des juridictions et des partenaires institutionnels envers l'expertise développée par l'UDAF dans le champ de la protection de l'enfance.

Le service de Parrainage de proximité a également connu une année particulièrement dynamique. Le nombre de candidatures de bénévoles a fortement progressé grâce à l'évolution de la stratégie de communication mise en œuvre par le service. Cette dynamique a permis de poursuivre le développement du dispositif qui comptait 92 situations actives en 2025 et 24 nouveaux parrainages mis en œuvre au cours de l'année.

Le Pôle Adulte a poursuivi en 2025 sa mission de protection et d'accompagnement des personnes majeures vulnérables dans un contexte marqué par une complexification croissante des situations suivies. Au 31 décembre 2025, le service de Protection Juridique des Majeurs accompagnait 2 412 personnes protégées, confirmant son rôle central dans les activités de l'association.

Au-delà du volume d'activité, l'année a été marquée par la poursuite de la structuration des fonctions d'expertise du pôle. La Plateforme Juridique et Patrimoniale a renforcé son accompagnement des situations complexes présentant des enjeux successoraux, patrimoniaux ou immobiliers importants, contribuant ainsi à sécuriser les décisions prises dans l'intérêt des personnes protégées.

L'activité d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux s'est également poursuivie tout au long de l'année, permettant d'apporter aux familles exerçant elles-mêmes une mesure de protection des réponses adaptées à leurs interrogations juridiques, administratives et pratiques. Cette mission

contribue à renforcer les compétences des aidants familiaux et à favoriser l'exercice serein des mesures de protection.

Dans un environnement juridique et réglementaire toujours plus exigeant, les équipes du Pôle Adulte ont poursuivi leurs efforts de professionnalisation, de sécurisation des pratiques et d'amélioration continue de la qualité de l'accompagnement. Cette mobilisation quotidienne permet à l'UDAF 13 de répondre aux attentes des magistrats, des familles et des partenaires tout en garantissant le respect des droits et de la dignité des personnes protégées.

Dans le domaine de l'habitat inclusif, les dispositifs Familles Gouvernantes, HAPI et Résidence Accueil ont poursuivi leur développement. Les travaux engagés autour du déploiement des Habitats Accompagnés Partagés et Inclusifs ont permis de consolider l'offre existante et de préparer de nouvelles perspectives de développement sur plusieurs territoires du département.

### **Une consolidation de l'organisation interne**

Après la réorganisation engagée les années précédentes, l'exercice 2025 a permis de stabiliser et de consolider l'organisation de l'association autour de ses grands pôles d'activités.

Cette structuration favorise une meilleure lisibilité des interventions de l'UDAF, renforce la transversalité entre les services et facilite le pilotage des activités dans un contexte d'accroissement des exigences réglementaires et de complexification des situations accompagnées.

Parallèlement, l'association a poursuivi la modernisation de ses outils de gestion, de ses procédures internes et de ses systèmes d'information afin de sécuriser davantage son fonctionnement et d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers.

### **Une année importante en matière de qualité et de gestion des risques**

Plusieurs chantiers structurants ont été conduits ou finalisés au cours de l'exercice, notamment l'élaboration du Plan de Prévention des Risques de Maltraitance et du Plan de Continuité d'Activité. Ces travaux ont mobilisé de nombreux professionnels et cadres de l'association et participent au renforcement de la culture qualité, de la gestion des risques et de la sécurisation des accompagnements.

L'association a également poursuivi ses actions en matière de protection des données, de cybersécurité et de conformité réglementaire afin d'adapter ses pratiques aux évolutions du secteur social et médico-social.

### **Des ressources humaines fortement mobilisées**

Comme l'ensemble des acteurs du secteur social et médico-social, l'UDAF 13 demeure confrontée à un contexte de tension sur plusieurs métiers. Afin de maintenir la continuité et la qualité de ses interventions, l'association a réalisé 43 recrutements au cours de l'exercice, concernant notamment les métiers de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, de délégué aux prestations familiales, de personnel administratif et d'encadrement. Près de 170 entretiens de recrutement ont été organisés afin de répondre aux besoins des services.

L'effort de formation professionnelle a également été poursuivi avec 118 salariés ayant bénéficié d'actions de formation au cours de l'année ainsi que le maintien de groupes d'analyse de la pratique professionnelle au sein de plusieurs services.

### **Une dynamique partenariale renforcée**

Tout au long de l'année, l'UDAF a poursuivi le développement de ses partenariats avec les juridictions, les collectivités territoriales, les organismes de protection sociale, les bailleurs sociaux, les associations et les services de l'État. Les nombreuses rencontres partenariales organisées dans le cadre des différents services ont permis de renforcer l'interconnaissance des acteurs, de fluidifier les parcours des personnes accompagnées et de consolider la place de l'UDAF comme acteur reconnu des politiques familiales, sociales et médico-sociales du département. L'ensemble de ces réalisations témoigne de la capacité de l'association à poursuivre son développement tout en maintenant un haut niveau d'exigence en matière de qualité de service, de maîtrise des risques et d'accompagnement des publics les plus fragiles.

### **Faits significatifs postérieurs à la clôture**

Aucun fait significatif postérieur à la clôture n'est à signaler

### **Tableau des immobilisations**

Les méthodes et les durées d'amortissements retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Progiciels	Linéaire	1 à 4 ans
Constructions	Linéaire	15 à 30 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	4 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Immobilisations	Immobilisations au 01 Janvier 2025	Acquisitions 2025	Cessions 2025	Immobilisations au 31 Décembre 2025
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>183 987</b>			<b>183 987</b>
Frais d'établissement Frais de recherche et de développement Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim. Fonds commercial - dont droit au bail Autres immobilisations incorporelles Immobilisations incorporelles en cours	183 987			183 987
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 218 637</b>	<b>27 859</b>	<b>0</b>	<b>1 246 496</b>
Terrains Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure Constructions Installations, matériel et outillage techniques Autres immobilisations corporelles Immobilisations corporelles en cours	4 112  1 214 525	  27 859		4 112  1 242 384
<b>Immobilisations financières</b>	<b>807 405</b>	<b>33 359</b>	<b>16 505</b>	<b>824 258</b>
Participations Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières	693 865   101 122 12 418	1 617   23 053 474	0   8 290	695 482   115 885 12 892
<b>TOTAL IMMOBILISATION</b>	<b>2 210 029</b>	<b>61 217</b>	<b>16 505</b>	<b>2 254 741</b>

## Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Amortissements et dépréc. Au 01/01/2025	Dotations 2025	Diminutions 2025	Amortissements et dépréc. au 31/12/2025
--	---	-------------------	---------------------	---

<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles</b>	<b>183 987</b>	<b>0</b>		<b>183 987</b>
Frais d'établissement Frais de recherche et de développement Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim. Fonds commercial (établissements privés) - dont droit au bail Autres immobilisations incorporelles Immobilisations incorporelles en cours	183 987			183 987

<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles</b>	<b>1 196 841</b>	<b>16 612</b>	<b>0</b>	<b>1 213 452</b>
Terrains Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installations, matériel et outillage techniques Autres immobilisations corporelles Immobilisations corporelles en cours	1 513    1 195 328	587   16 024		2 100   1 211 352

<b>Dépréciations des immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>1 380 828</b>	<b>16 612</b>	<b>0</b>	<b>1 397 439</b>

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			
Autres immobilisations incorporelles	0				
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles</b>	<b>16 612</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
Constructions sur sol propre	587				
Autres immobilisations corporelles	16 024				
<b>Dépréciations des immobilisations financières</b>					
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>16 612</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		

## Tableau des produits à recevoir et des charges à payer

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	
Autres créances – Etat et autres collectivités publiques	117 127
<b>Total</b>	<b>117 127</b>

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 973
Dettes fiscales et sociales	856 051
Autres dettes	122 050
<b>Total</b>	<b>1 015 074</b>

## Ventilation de l'effectif par catégorie socio professionnelles

Effectif moyen	Personnel salarié
Cadres	17.18
Employés	113.68
<b>Total</b>	<b>130.86</b>

## Tableau des charges et produits exceptionnels

Nature	Montant	Imputé au compte
Produits exceptionnels	203 505	77800000
<b>Total</b>	<b>209 505</b>	
Charges exceptionnelles	117 344	67800000
<b>Total</b>	<b>117 344</b>	

## Tableau récapitulatif des fonds dédiés

Variations des fonds dédiés issus de	à l'ouverture de l'exercice	Report	Utilisations		à la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
<b>Subventions d'exploitation (1)</b>	<b>246 348</b>	<b>0</b>	<b>9 234</b>	<b>0</b>	<b>237 114</b>	<b>0</b>
Parrainage de proximité – CD13 – 2023	57 000				57 000	
Familles gouvernantes – DDETS – 2023	49 637		9 234		40 403	
Familles gouvernantes - ARS - 2023	32 727				32 727	
Médiation fam. aidants aidés 2020 UNAF	0				0	
PCB non utilisé 2020 - DDETS	13 157				13 157	
Familles gouvernantes <2015 - DDETS	93 827				93 827	
<b>Contributions financières d'autres organismes (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Ressources liées à la générosité du public (1)</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>246 348</b>		<b>9 234</b>	<b>0</b>	<b>237 114</b>	<b>0</b>

## Tableau des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions montants utilisés	Diminutions montants non utilisés	Montant fin exercice
<b>Autres provisions pour risques et charges</b>	<b>350 588</b>	<b>32 089</b>	<b>26 904</b>	<b>0</b>	<b>355 773</b>
Provision pour litiges prud'hommal	0				0
Provision développement professionnel	21 162				21 162
Autres provisions pour risques	116 061				116 061
Provision pour charges (IDR)	213 365	32 089	26 904		218 550
<b>Provisions pour dépréciations</b>	<b>7 027</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 027</b>
Sur comptes clients	7 027				7 027
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>357 615</b>	<b>32 089</b>	<b>26 904</b>	<b>0</b>	<b>362 800</b>

## Etat des échéances des créances et dettes

Etat des créances	Montant brut	à 1 an au plus	A plus d'un an	
Prêts	115 885	115 885		
Autres immobilisations financières	12 892	12 892		
Autres créances clients	171 204	171 204		
Personnel et organismes sociaux	51 093	51 093		
Divers état et autres collectivités publiques	75 682	75 682		
Groupe et associés	70 640	70 640		
Débiteurs divers	93 041	93 041		
Charges constatées d'avance	104 478	104 478		
<b>Total</b>	<b>694 915</b>	<b>694 915</b>	<b>0</b>	
Etat des dettes	Montant brut	à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'un organisme bancaire	6 756	6 756		
Emprunts et dettes diverses	26 188	26 188		
Fournisseurs et comptes rattachés	504 020	504 020		
Personnel et comptes rattachés	543 853	543 853		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	595 603	595 603		
Impôts, taxes et assimilés	62 628	62 628		
Autres dettes	375 149	375 149		
Produits constatés d'avance		0		
<b>Total</b>	<b>2 114 197</b>	<b>2 114 197</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds associatifs					
Sans droit de reprise	304 898				304 898
Réserves					
Autres réserves	112 735				112 735
Excédents affectés investissements	92 016	47 198			139 214
Excédents affectés investissements CPOM	35 000				35 000
Excédents affectés couverture du BFR	239 914				239 914
Réserve compensation déficit d'exploitation	371 348	93 327			464 675
Réserve compensation charges d'amortissement	37 810				37 810
Report à nouveau					
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	-182 640		272 883		90 243
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables	-201 825		30 000		-171 825
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	1 159 720	-338 324	211 787		1 033 183
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-780 115				-780 115
Report à nouveau affecté aux mesures d'exploitation	226 565				226 565
Report à nouveau affecté aux charges d'exploitation	26 106	-258 886			-232 780
Résultat de l'exercice	57 985	-57 985	40 283		40 283
Provisions réglementées	128 791			128 791	0
Subventions d'investissement					
<b>TOTAL</b>	<b>1 628 307</b>	<b>-514 670</b>	<b>554 953</b>	<b>128 791</b>	<b>1 539 799</b>

## Tableau des emprunts en cours

Non concerné



## Ventilation des subventions

Répartition par financeur	Montant
Subventions d'exploitation aide apprenti	6 749,98 €
Fonds spécial UNAF Part 1	287 891,22 €
Fonds spécial UNAF Part 2	70 102,69 €
Subvent. conseil départemental Prod	159 412,00 €
Subventions Caf Produit	29 070,00 €
Subventions Msa Produit	3 600,00 €
Subventions HAPI	117 133,67 €
Subvention Etat	312 884,00 €
Subvention Justice	12 880,00 €
Subvention ARS	120 000,00 €
Subventions Autres	300,00 €
<b>Total</b>	<b>1 120 023,56 €</b>

## Tableau de variation des titres de participation :

Libellé	31/12/2024			31/12/2025
	Début exercice	Acquisitions	Cessions	Fin exercice
Parts sociales Crédit Coopératif	82 234,06	1 616,50	0,00	83 850,56
Titres participation SCI MONTCALM RAGUSE	609 631,26	0,00	0,00	609 631,26
Participation OFS SUD ACCESSION	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
<b>Participations totales</b>	<b>693 865,32</b>	<b>1 616,50</b>	<b>0,00</b>	<b>695 481,82</b>